

# Le front de l'opposition congolaise ne désarme pas

**RDCONGO** Tshisekedi, Katumbi et Kamerhe unis pour pousser au respect de la Constitution.

Ce mardi, dans nos colonnes, nous reprenions certains commentaires de la presse kinoise qui relevait : "Elire le président de la République à la fin de cette année comme le prescrit la Constitution congolaise, est désormais impossible". Un couperet qui tombait après une rencontre entre le gouvernement congolais, la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) et les bailleurs de fonds internationaux.

Un coup dur pour l'opposition congolaise qui martèle depuis de longs mois qu'il n'est pas question de laisser "glisser" le mandat du président Joseph Kabila. "La Constitution est claire et limpide", nous explique un membre du G7, plateforme politique qui regroupe sept partis politiques qui ont décidé de claquer la porte de la majorité présidentielle au mois de septembre dernier. "La Constitution prévoit que le président de la République est élu pour 5 ans et qu'il ne peut briguer que deux mandats consécutifs. Le règne de Joseph Kabila doit donc s'achever le 19 décembre 2016, après la tenue de l'élection présidentielle en novembre. Tout le reste s'apparente à une violation de ce texte qui a été approuvé par 85 % des Congolais."

Dans les rangs de la majorité, on brandit "l'incapacité matérielle d'organiser ce scrutin présidentiel dans les temps", sur l'air du "on voudrait bien mais on ne peut point", par manque de temps, par manque d'argent.

**"Comme si Hollande s'incrustait"**

Une argumentation balayée d'un revers de la main par les mouvements citoyens qui font de plus en plus entendre

leur voix dans un Congo qui vit désormais dans la crainte d'un embrasement. "Imaginez que le président français François Hollande, même au terme d'un seul mandat, annonce qu'il n'y a pas assez de fonds dans les caisses de l'Etat français et qu'il faudra donc passer par une prolongation de facto de son mandat avant de passer par les urnes. Ce serait le tollé. La France serait mise au ban des nations.

Pourquoi devrions-nous accepter, au Congo, ce qui est inacceptable en Europe. La démocratie aurait-elle un goût différent sous les tropiques ?", s'interroge faussement notre interlocuteur de passage cette semaine aussi à Bruxelles et qui préfère s'exprimer anonymement... "pour ne pas donner trop de raison au pouvoir à Kinshasa de me refouler ou de me mettre à l'ombre". Il est vrai que la tension est palpable désormais en République démocratique du Congo, particulièrement dans la capitale Kinshasa et à Lubumbashi, la cité cuprifère du Sud-Est du pays, ex-bastion de la Kabilie, devenue un des principaux foyers de la contestation au président Kabila depuis que le dernier gouverneur de la province

**"Le peuple  
gagnera parce  
que Dieu est avec  
nous."**

**VITAL KAMERHE,**  
un des principaux opposants  
au président Joseph Kabila

unie, Moïse Katumbi, a claqué la porte de la majorité.

**L'appel des trois ténors**

Aujourd'hui, Moïse Katumbi est devenu un des moteurs essentiels de l'opposition, au même titre qu'un Vital Kamerhe ou Félix Tshisekedi. Trois hommes, réunis pour la première fois en

front commun, ont décidé de lancer un appel vidéo (voir vidéo exclusive sur la libre.be) à la population congolaise pour qu'elle reste mobilisée pour le respect de la Constitution. Katumbi a lancé ce type de mouvement pacifiste au milieu du mois de janvier, en appelant tous les Congolais à s'arrêter deux minutes pour prier pour la paix sur le coup de midi. Un mouvement qui a le don d'énervier les

autorités, incapables de mettre un agent de police ou un militaire derrière chaque "prieur" potentiel. Les trois ténors espèrent répéter cette mobilisation pacifiste et symbolique en invitant tous les Congolais à se saluer selon un rituel qui ne laissera aucun doute sur leur engagement pour le respect de la Constitution.

**Hubert Leclercq**